

RÉSOLUTION PRÉSENTÉE PAR LA **DÉLÉGATION DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD**

THÈME DROITS POLITIQUES ET SOCIAUX

CONCERNE UN MEILLEUR RESPECT DES DROITS DE L'HOMME DANS LES PAYS MEMBRES DU *COMMONWEALTH*

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE,

Soulignant les six stratégies relatives à une meilleure application des droits de l'homme dans le monde pour la période 2014 - 2017, que Madame Navi Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme de 2008 à 2014, a énoncé le 8 février 2010, notamment la première stratégie visant à renforcer les mécanismes des droits humains, ainsi que la quatrième stratégie sur la lutte contre la discrimination de tous types,

Sachant qu'au sein du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la dépénalisation de l'homosexualité et la protection contre les discriminations homosexuelles sont totales et effectives depuis l'« *Equality Act* » de 2010 et d'autres mesures prises préalablement,

Rappelant que la peine de mort pour tous crimes fut définitivement abolie en 1998, et qu'enfin le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord prit par au décret de Harare en 1991 et signa la "Charte du Commonwealth" le 11 mars 2013, qui promeuvent essentiellement la liberté d'expression, l'égalité, la non-discrimination et le respect des droits humains,

Constatant que sur les 53 membres du Commonwealth, 41 continuent de criminaliser l'homosexualité tels le Pakistan, Singapour ou le Brunei, et la punissent d'emprisonnement ou d'une mise à mort,

Précisant également que la peine de mort continue d'être appliquée dans certains pays membres comme le Surinam ou le Guatemala et que certains pays candidatant pour une éventuelle entrée au sein de l'organisation comme le Yémen n'ont pas aboli la peine de mort,

Considérant que les stratégies des Droits de l'Hommes de 2010 ne sont toujours pas appliquées dans certains pays membres, tout comme la Charte du *Commonwealth*, seule une réévaluation du statut du Royaume-Uni

de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au sein de l'organisation du *Commonwealth* peut permettre à chaque Etats membres de respecter l'ensemble de ces principes fondamentaux,

- Suggère que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en tant qu'Etat soit l'unique chef du Commonwealth, et de facto obtienne un pouvoir coercitif sur chaque membre,
- Propose que l'abolition de la peine de mort et la non-discrimination des homosexuels soient des conditions préalables à l'entrée au sein de l'organisation du Commonwealth,
que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, parlement et couronne confondus, dispose du droit de gracier un condamné à mort, selon certains critères pénaux,
- Exige une loi réduisant progressivement les aides financières de l'organisation à ceux n'ayant momentanément pas respecté l'intégralité des valeurs du *Commonwealth*,
le bannissement des membres n'abolissant pas la peine de mort, et ne dépénalisant pas l'homosexualité ces deux prochaines années

Le texte français fait foi